

**LE JOUR, 1950**  
**11 MARS 1950**

### **UN TEMOIGNAGE**

A l'usage de la Syrie comme à notre usage, retenons un passage du rapport de l'Union de Banques Suisses, présenté à l'Assemblée Générale de cette institution à Zurich, il y a une semaine à peine :

"Notre prospérité (celle de la Suisse) dépend si étroitement des manifestations diverses de l'offre et de la demande et des relations économiques internationales si complexes que l'emprise de l'Etat ne pourra jamais remplacer ni le travail créateur et tenace ni l'esprit d'entreprise de l'individu.

La Suisse doit donc à l'encontre des partisans des nationalisations et d'un Etat providence dirigeant une économie planifiée, souhaiter que la liberté du commerce et des paiements fasse de nouveaux progrès et que nous ne soyons plus obligés d'avoir éternellement recours à des accords commerciaux bilatéraux pour protéger certaines de nos exportations contre les mesures de contingentement que bien des pays s'obstinent à prendre contre elles. D'ailleurs, en restreignant leurs importations dans certains domaines pour protéger les industries artificiellement développées et qui, comme telles, ne peuvent lutter contre la concurrence étrangère, ces pays augmenteront fatalement avec le temps leur déficit commercial et devront maintenir sous un contrôle restrictif leur économie et leurs changes, puisque la réduction volontaire de leurs importations aura la plupart du temps pour conséquence une diminution plus importante encore de leurs exportations."

C'est le langage de la technique et c'est celui du bon sens. La citation un peu longue que nous venons de tirer d'un texte digne de respect et que le dernier avion nous a apportée de Suisse vient et à son heure tient lieu de discours :

"Un sonnet sans défaut vaut seul un long poème."

On ne dira pas que la Suisse n'est pas un pays industriel. L'Union de Banques Suisses a dans son Conseil quelques-uns des plus grands industriels de la Confédération ; et ces personnalités ont le mérite de voir large ; nous pensons qu'elles sont, à Zurich, en mesure d'énoncer une doctrine d'ordre universel, valable, par conséquent, au delà de la Suisse et de la mer, pour Beyrouth et pour Damas.

L'autarcie illusoire vers quoi le gouvernement syrien veut progresser est le chemin même de la décadence. On ne lutte plus aujourd'hui par de chétifs moyens artificiels contre le progrès le plus évident. On ne peut plus vivre derrière des murs et dans la solitude. L'immense route aérienne au-dessus de nos têtes ni la route maritime qui ne fait que s'élargir ne peuvent être fermées à volonté pour le plaisir de fabriquer chez soi quelques produits vendus à moitié prix sur les marchés de l'univers.

Voilà ce qu'il faut admettre si on ne veut pas faire violence à la raison. Nous ne sommes pas, Dieu merci, des sectaires et nous savons nous tenir au point d'équilibre. "In medio stat virtus", assurément. Mais l'équilibre aussi a besoin d'être défendu et en face de prétentions syriennes qui seraient pour nous, avec l'abdication, la ruine sans phrases, ce n'est pas autre chose que l'équilibre que le Liban désire et cherche, sans passion et sans égoïsme, en vue d'une commune prospérité.